



ÉCOLE
SUPÉRIEURE
D'ART &
DE DESIGN
MARSEILLE-
MÉDITERRANÉE

184 avenue de Luminy
CS 70912
13288 Marseille cedex 9
T 04 91 82 83 10
F 04 91 82 83 11
www.esadmm.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ART ET DE DESIGN MARSEILLE – MÉDITERRANÉE**

Siège social : 184, avenue de Luminy - CS 70912 - 13288 Marseille Cedex 9

Document d'orientation budgétaire

Pièce jointe n°1

Conseil d'administration

Séance du 3 juillet 2018

Délibération n° DELIB_12_FI_18_07_03_DOB_PJ1

PREAMBULE

La loi N°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), a modifié les modalités de présentation du débat d'orientation budgétaire des collectivités, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu de ce débat.

L'ESADMM doit produire, conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport d'orientations budgétaires présentant sa situation financière et dessinant les perspectives budgétaires élaborées à court terme.

Ce document a ainsi pour objectif de soumettre à l'information et au débat des membres du Conseil d'Administration, les conditions d'élaboration du budget primitifs sur la base des analyses prospectives et rétrospectives ainsi que des paramètres qui ont permis de les construire.

Dans un souci de transparence constant, il est primordial de donner à l'ensemble des membres du CA une vision précise des finances et des orientations poursuivies par l'ESADMM.

La présente note a donc pour objet de fournir les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil d'Administration. Il y a lieu d'indiquer en outre qu'il est envisagé de voter le budget primitif 2019 en Décembre prochain.

INTRODUCTION

▪ **Lexique**

L'Ordonnateur :

Agent d'autorité placé à la tête d'un ministère, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'un service, ce dernier remplit une fonction de décideur financier. Il est seul habilité à apprécier l'opportunité d'une dépense ou à constater l'existence d'une recette.

Le Comptable Public :

Agent public chargé du maniement des deniers publics et de tenir les comptes des personnes morales soumises aux règles de la comptabilité publique. Ce dernier a une double fonction : En tant que caissier, il a le monopole de la manutention des deniers publics (soit directement, soit par l'intermédiaire d'agents sous son contrôle et sa responsabilité). En tant que payeur, il a la charge de faire les vérifications sur la régularité des opérations décidées par l'ordonnateur (correcte imputation des crédits, existence de pièces justificatives...)

Distinction Comptabilité Budgétaire et Comptabilité Analytique :

La comptabilité est un système d'organisation de l'information financière permettant :

- *De saisir, de classer, d'enregistrer et de contrôler les données des opérations budgétaires comptables et de trésorerie afin d'établir des comptes réguliers et sincères*
- *De présenter des états financiers reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat à la date de la clôture de l'exercice*
- *De contribuer au calcul du coût des actions et services ainsi qu'à l'évaluation de leur performance*

La « comptabilité budgétaire » retrace l'ouverture et la consommation des autorisations d'engager et de payer ainsi que l'enregistrement des recettes autorisées. Elle permet de rendre compte de l'utilisation des crédits et, le cas échéant, des emplois mis à la disposition des ordonnateurs selon la spécialisation de ces crédits et de ces emplois.

La « comptabilité Analytique » est fondée sur la comptabilité générale. Elle a pour objet de mesurer les coûts d'une structure, d'une fonction, d'un projet, d'un bien produit ou d'une prestation réalisée et, le cas échéant, des produits afférents en vue d'éclairer les décisions d'organisation et de gestion.

▪ **Rappel des règles budgétaires**

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'établissement. Il comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Dans chacune des sections, les dépenses et les recettes sont classés par chapitre et par article.

Le budget de l'établissement est voté par nature : Application d'une nomenclature par nature. Le classement des opérations est effectué selon un plan de comptes normalisé inspiré du plan comptable général.

Pour l'établissement, le plan des comptes est la M14, instruction budgétaire et comptable qui règlemente la comptabilité. L'instruction budgétaire et comptable M14 est mise à jour chaque année pour tenir compte de l'évolution du contexte législatif et réglementaire. Le texte intégral de l'instruction comptable est disponible sur le site du Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique.

BUDGET ANNEE N

| SECTION DE FONCTIONNEMENT | SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|
| <u>Dépenses</u> - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre ... | <u>Dépenses</u> - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre ... |
| <u>Recettes</u> - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre ... | <u>Recettes</u> - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article ▪ Article ▪ Etc... - Chapitre ... |

Les principes budgétaires sont les suivants :

- **Le principe d'équilibre réel** : Les recettes et les dépenses doivent, au stade de la prévision, s'équilibrer. Cet équilibre doit être réalisé par section (Fonctionnement et Investissement). En outre, les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère, c'est-à-dire qu'elles doivent avoir fait l'objet d'une évaluation excluant toute majoration ou minoration fictive
- **Le principe d'annualité** : Le budget est constitué par l'ensemble des comptes qui décrivent, pour une année civile (1^{er} Janvier au 31 Décembre année N), toutes les ressources et toutes les charges. Il s'ensuit l'obligation d'élaborer, de faire adopter et de rendre exécutoire un acte budgétaire avant le 1^{er} Janvier de l'année à laquelle il va s'appliquer et qui va prévoir les dépenses et les recettes pour cet exercice. Avant le début de l'exercice, toutes les recettes et les dépenses doivent donc avoir été prévues et inscrites au budget pour un an, et seulement pour un an (sauf exceptions).
- **Le principe de l'unité** : Un seul document budgétaire doit retracer les prévisions de la collectivité
- **Le principe de l'universalité** : La compensation entre les recettes et les dépenses est interdite. Aucune opération ne doit être contractée et chacune doit apparaître en recette ou en dépense.

I. CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

▪ **Situation globale à l'échelle des Collectivités Territoriales**

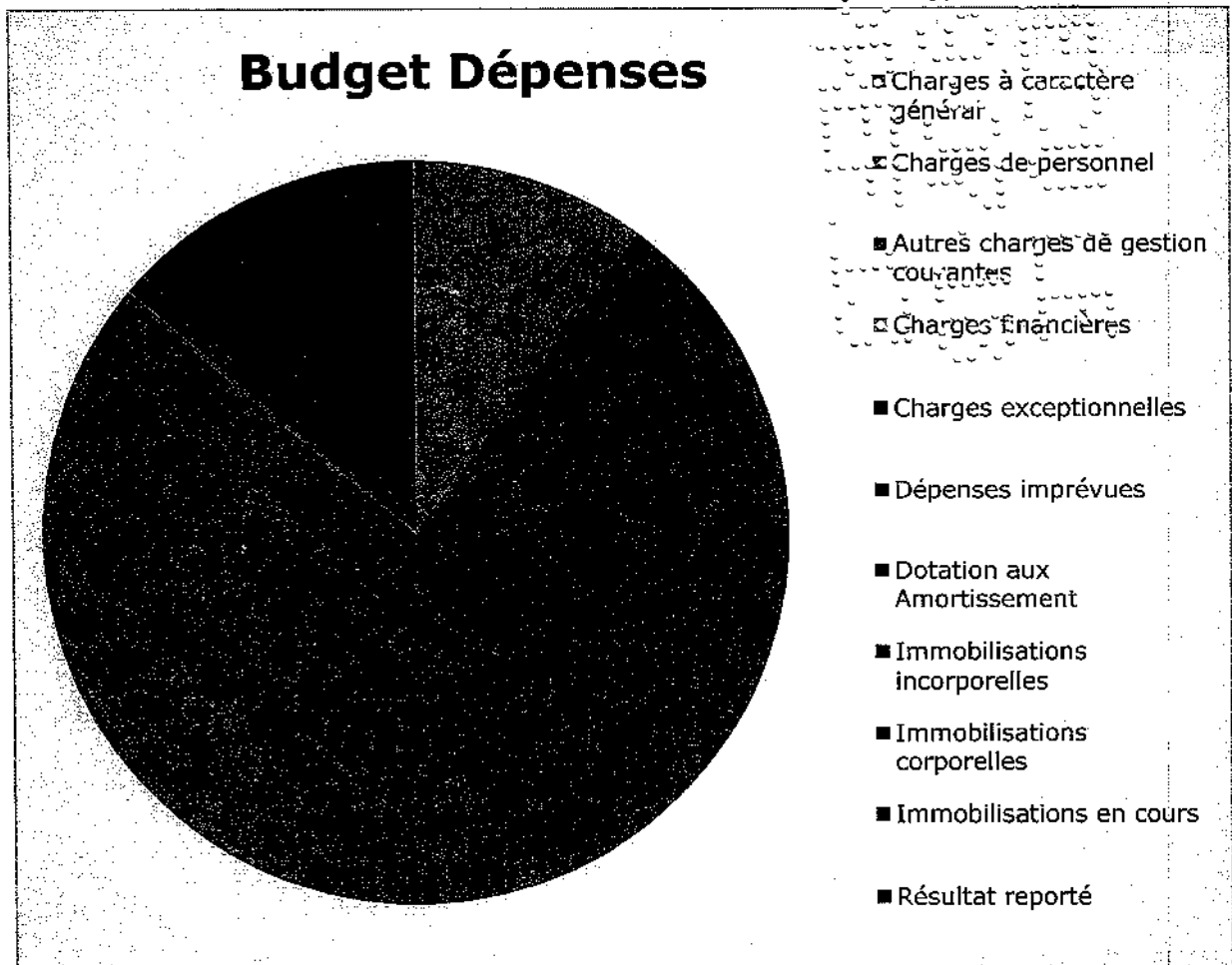
Dans son rapport de février 2018, la Cour des Comptes préconise à nouveau un effort d'économie sur les finances publiques, c'est-à-dire l'Etat et l'ensemble des structures publiques, en vue d'améliorer l'utilisation des fonds publics.

L'Etat s'inscrit à ce titre dans une démarche de réduction du déficit public en deçà de 3% du PIB (respect du programme de stabilité européenne : 2.6 % en 2017, 2.3 % en 2018). Ces objectifs qui pèsent sur les collectivités ont, de fait, des incidences sur les niveaux de financement de l'établissement.

La situation économique nationale génère également des répercussions sur les dépenses de l'établissement. Selon l'INSEE, les prix à la consommation (inflation) augmentent de 1.2%% sur un an (répercussions budgétaires à l'échelle de l'établissement sur les dépenses courantes). Enfin, selon les analystes économiques, la croissance de l'année 2019 serait en équivalente à l'année précédente, c'est-à-dire entre 1.9 et 2% (source : Banque de France).

▪ **Structure du Budget de l'ESADMM**

Structure du Budget de l'Etablissement en Dépenses (sources : BS 2018)

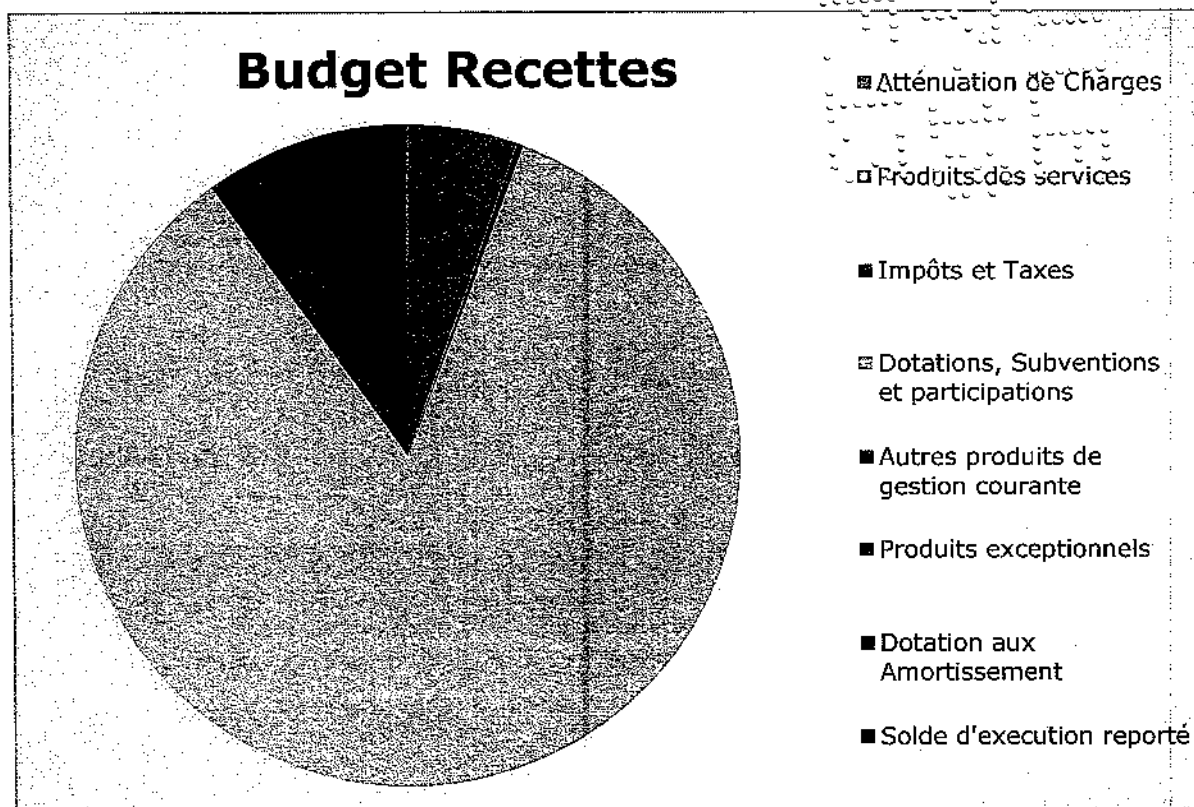


Taux de répartition des dépenses

| REPARTITION BUDGETAIRE | TAUX |
|-------------------------------------|---------------|
| Charges à caractère général | 10,26% |
| Charges de personnel | 75,76% |
| Autres charges de gestion courantes | 0,15% |
| Charges financières | 0,02% |
| Charges exceptionnelles | 0,90% |
| Dépenses imprévues | 1,87% |
| Dotations aux Amortissement | 1,59% |
| Immobilisations incorporelles | 0,65% |
| Immobilisations corporelles | 4,71% |
| Immobilisations en cours | 3,34% |
| Résultat reporté | 0,74% |

Les charges de personnel (rémunérations du personnel, avantages sociaux et médecine professionnelle) représentent 75% du Budget annuel, contre 10% pour les charges à caractère général (charges courantes).

Structure du Budget de l'Établissement en Recettes (sources : RS 2013)



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20
 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40
 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60
 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80
 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120
 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140
 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160
 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180
 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200
 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220
 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240
 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260
 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280
 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300
 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320
 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340
 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360
 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380
 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400
 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420
 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440
 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460
 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480
 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500
 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520
 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540
 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560
 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580
 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600
 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620
 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640
 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660
 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680
 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700
 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720
 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740
 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760
 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780
 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800
 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820
 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840
 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860
 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880
 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900
 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920
 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940
 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960
 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980
 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

Taux de répartition des recettes

| REPARTITION BUDGETAIRE | TAUX |
|--|---------------|
| Atténuation de Charges | 0,19% |
| Produits des services | 5,25% |
| Impôts et Taxes | 0,30% |
| Dotations, Subventions et participations | 84,35% |
| Autres produits de gestion courante | 0,84% |
| Produits exceptionnels | 0,36% |
| Dotation aux Amortissement | 1,59% |
| Solde d'exécution reporté | 7,12% |

Les Recettes de l'établissement reposent à 84% sur des dotations, subventions et participations de partenaires extérieurs.

Evolution répartition du Budget de l'établissement entre 2012 et 2018

| Année | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|----------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Fonctionnement | 6 275 000,00€ | 6 980 713,10€ | 6 897 544,25€ | 6 512 357,15€ |
| Investissement | 257 875,00€ | 1 161 000,00€ | 1 888 918,20€ | 1 579 837,40€ |
| TOTAL | 6 532 875,00€ | 8 141 713,10€ | 8 786 462,35€ | 8 092 194,55€ |
| Année | 2016 | 2017 | 2018 | |
| Fonctionnement | 6 423 395,62€ | 6 480 200,00€ | 6 606 966,09€ | |
| Investissement | 1 071 770,83€ | 649 823,85€ | 629 972,27€ | |
| TOTAL | 7 495 166,45€ | 7 130 023,85€ | 7 236 938,27€ | |

En 2018, la section de fonctionnement représente 91.30% du budget total.

▪ **Situation financière**

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Budget de fonctionnement | 6 275K€ | 6 980K€ | 6 897K€ | 6 512K€ | 6 423K€ | 6 429K€ |
| Produits de fonctionnement | 5 469K€ | 6 415K€ | 6 411K€ | 6 013K€ | 6 248K€ | 6 201K€ |
| Charges de fonctionnement | 4 922K€ | 5 632K€ | 6 213K€ | 6 338K€ | 6 303K€ | 6 204K€ |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) | 547K€ | 783K€ | 198K€ | -324K€ | -54K€ | -3K€ |

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

En 2015, un premier déficit d'exploitation est constaté (Résultat d'exploitation : 324K€). Toutefois, le résultat cumulé de fonctionnement de 329 109.25€ avait permis de résorber ce déficit. En 2016, la section de fonctionnement est pour la première fois déficitaire : 54K€. En 2017, le déficit est contenu à 3K€.

II. SITUATION ET ORIENTATION BUDGETAIRE DE LA COLLECTIVITE

A. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

• Les hypothèses sur les dotations

Pour la section de fonctionnement, L'ESADMM bénéficie des concours financiers suivants :

- Participation Financière de la Ville de Marseille
- Subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Ministère de la Culture) à hauteur de 10% du budget de fonctionnement
- Subvention de l'Agence ERASMUS pour la mobilité étudiante

Evolution des financements alloués

| En € | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Ville de Marseille | 4 600 000 | 5 235 000 | 5 235 000 | 4 973 000 | 5 073 000 | 5 070 000 | 5 200 000 |
| Etat | 711 000 | 695 000 | 698 300 | 683 600 | 683 600 | 683 600 | 683 600 |
| ERASMUS et ASP | 0 | 23 302 | 40 411 | 6 859 | 35 371 | 29 142 | 22 000(1) |
| Autres | 0 | 113 693 | 61 250 | 3 150 | 1 213 | 44 000 | 0 |
| TOTAL Dotations, Subv. et Participati° | 5.311.000 | 6 066 996 | 6 034 961 | 5 666 609 | 5 793 184 | 5 826 742 | 5 905 600 |

(1) Montant non confirmé à ce jour

Des demandes de financement sur projets (subvention pour des actions de professionnalisation, pour des projets pédagogiques) seront également faite auprès partenaires institutionnels.

Les modalités de perception de la taxe d'apprentissage versée par les entreprises ont fait l'objet d'une réforme en 2015 (taxe versée en priorité au CFA). Seules les écoles d'enseignement supérieur proposant de la Formation professionnelle en direction de publics autres que les étudiants et ayant obtenu un agrément du Conseil Régional, peuvent bénéficier d'un reversement de la part de la TA gérée par la Région. Cette réforme a entraîné une baisse spectaculaire (40 464€ en 2013, 16 354.43€ en 2015, 6 285.75€ en 2016).

Compte tenu de la politique de redressement des comptes publics qui pèse sur nos principaux financeurs, une prévision des dotations de + 0.5% par rapport à 2018 reste mesuré.

THE
LAW
OF
THE
STATE

• **L'accroissement des ressources propres**

Les principales recettes tarifaires de l'établissement sont les droits d'inscription (formation initiale, ateliers publics, classe préparatoire) et, dans une moindre mesure, les participations annexes (frais de dossier, frais de commissions, participation aux fongibles). Ces ressources représentent à ce jour 5,70% du budget de l'établissement.

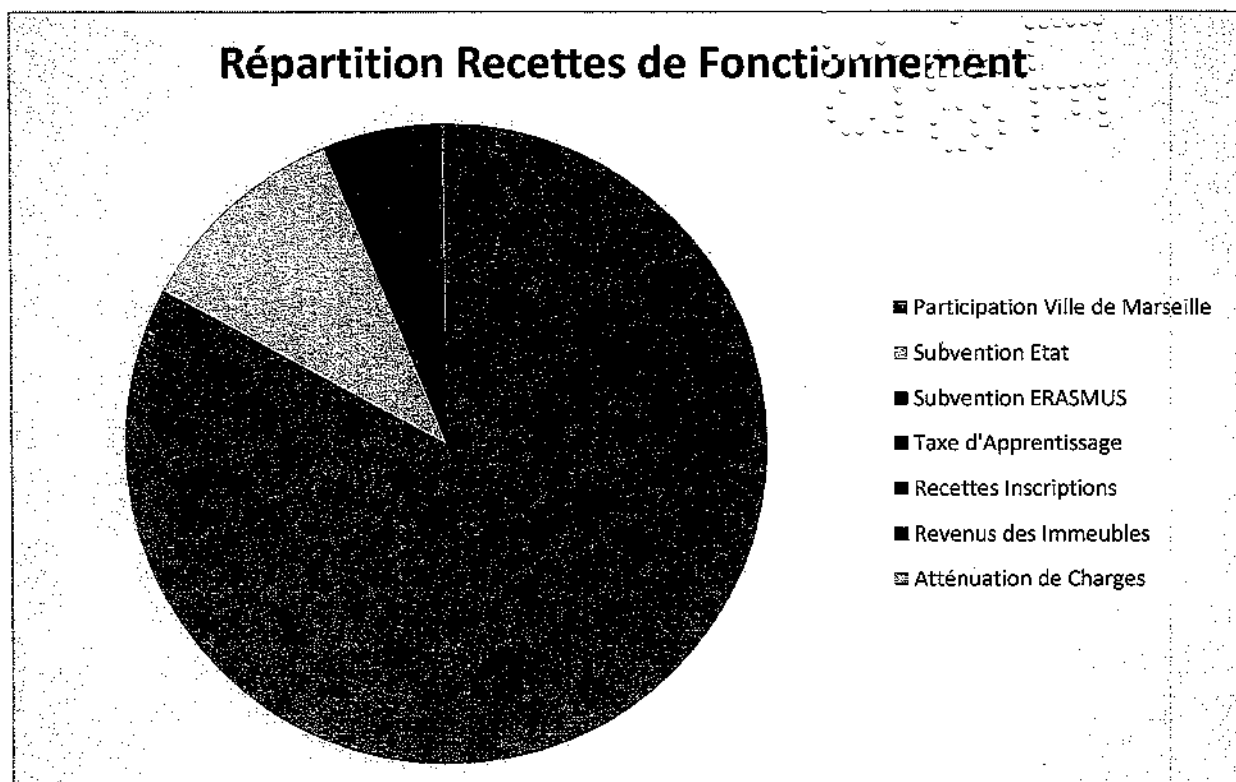
Compte tenu de l'augmentation des tarifs depuis 2012 et de nouveaux champs de facturation, le montant total de ressources propres est passé de 200 482,30 € en 2012 à 353 107,50 € en 2017 (+76%).

| En € | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Taxe Apprentissage | 0 | 48 921 | 52 561 | 0 | 23 173 | 22 654 |
| Droits d'inscription et participations annexes (1) | 190 555,30 | 303 943,00 | 260 238,55 | 270 597,96 | 330 929,36 | 323 603,50 |
| Revenus des immeubles | 9 927 | 7 875 | 7 900 | 11 575 | 4 917 | 6 850 |
| TOTAL RESSOURCES PROPRES | 200 482,30 | 360 739 | 320 699,55 | 282 172,96 | 359 019,36 | 353 107,50 |
| % RESSOURCES PROPRES / PRODUITS DE FONCTIONNEMENT | 3,70% | 5,60% | 5,00% | 4,50% | 5,70% | 5,70% |

(1) Régie de recettes (source : EM2)

Le développement de la LOAD et son accès à des partenaires extérieurs laissent entrevoir une progression des redevances d'occupation.

▪ **Synthèse répartition des recettes de fonctionnement**



THE
LAW
OF
THE
STATE

| REPARTITION RECETTES | TAUX |
|----------------------------------|--------|
| Participation Ville de Marseille | 82,91% |
| Subvention Etat | 10,90% |
| Subvention ERASMUS | 0,35% |
| Taxe d'Apprentissage | 0,36% |
| Recettes Inscriptions | 5,16% |
| Revenus des Immeubles | 0,11% |
| Atténuation de Charges | 0,22% |

B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

• **Progression des dépenses (exécution budgétaire)**

| Chapitre / Année (1) | Réalisation 2012 | Réalisation 2013 | Réalisation 2014 | Réalisation 2015 | Réalisation 2016 | Réalisation 2017 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Charges à caractère général | 559 637,01 | 704 600,42 | 744 017,07 | 655 245,68 | 670 914,45 | 618 840,28 |
| Charges de personnel et frais assimilés | 4 183 292,72 | 4 755 847,64 | 5 256 592,36 | 5 457 803,70 | 5 451 220,96 | 5 381 121,06 |
| Autres charges de Gestion Courante | | | | 4 789,85 | 2 697,36 | 12 325,48 |
| Charges Financières | | | | 250,00 | | |
| Charges Exceptionnelles | 80 783,00 | 78 513,30 | 76 598,09 | 70 580,91 | 71 536,31 | 45 902,57 |
| Dotations aux amortissements | 107 391,79 | 104 053,85 | 145 999,31 | 162 193,57 | 123 189,52 | 153 993,59 |

(1) Source : Compte Administratif

• **Budget 2018 (source : Budget Supplémentaire 2018)**

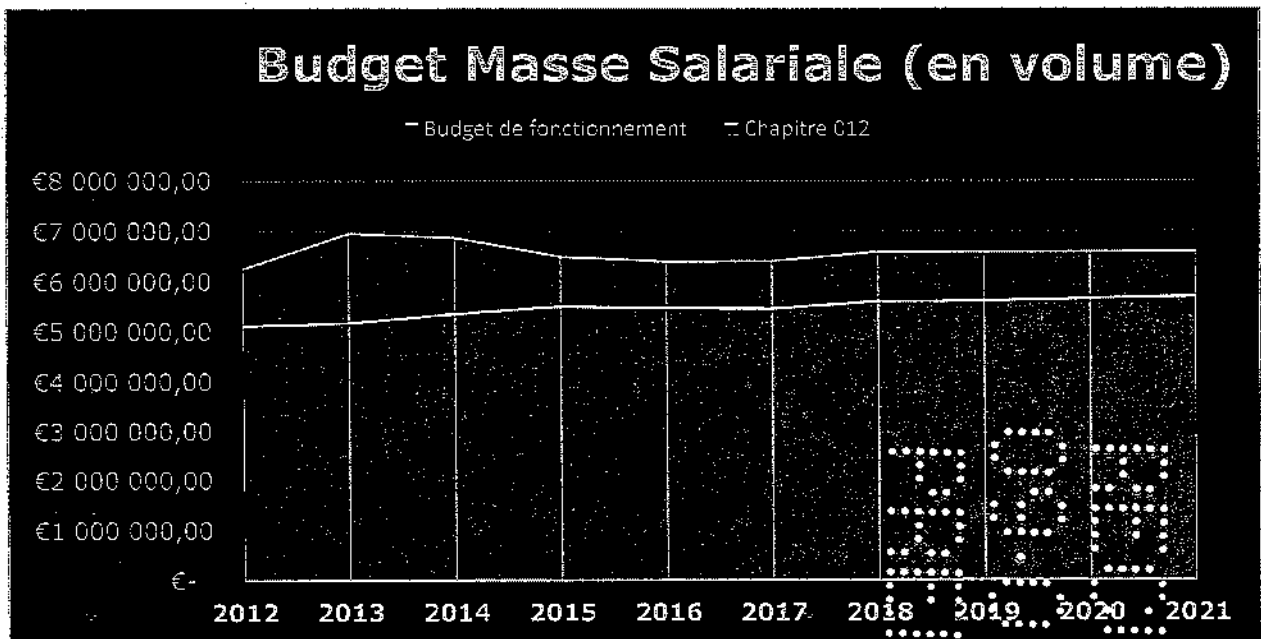
| Chapitre | En montant |
|---|----------------------|
| Charges à caractère général | 742 766,00€ |
| Charges de personnel et frais assimilés | 5 482 852,21€ |
| Autres charges de gestion courante | 11 100,00€ |
| Charges financières | 1 500,00€ |
| Charges exceptionnelles | 65 000,00€ |
| Dépenses imprévues | 135 000,00€ |
| Opérations d'ordre | 115 000,00€ |
| Report Résultat | 53 747,79€ |
| TOTAL | 6 606 966,00€ |

• **La maîtrise de la masse salariale**

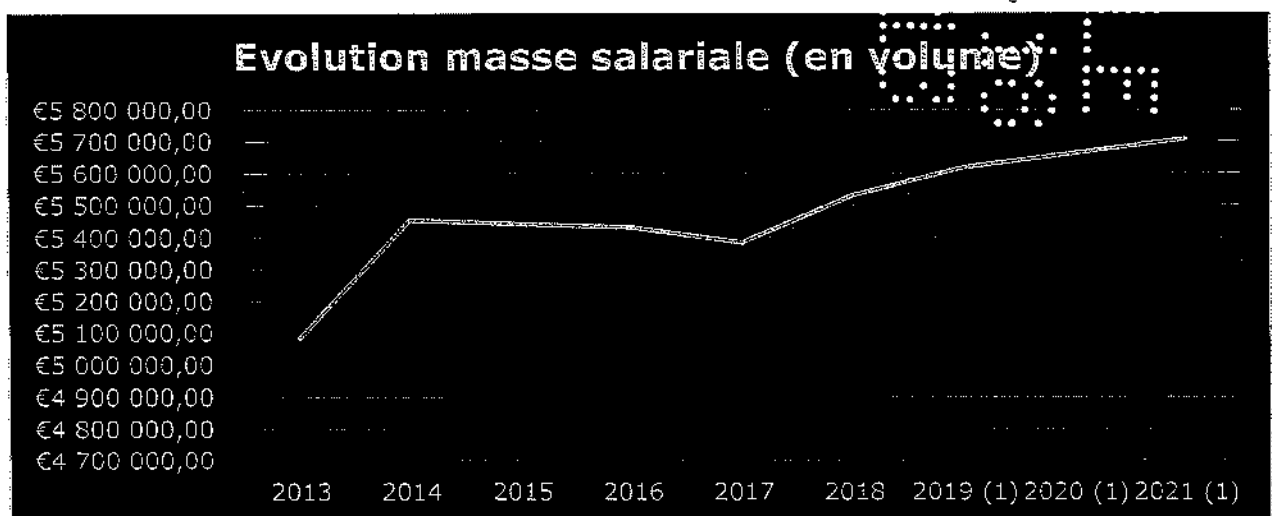
La masse salariale budgétée pour l'exercice 2018 représentait 5 482 852.21 € soit 83% du budget de fonctionnement. La maîtrise de son évolution constitue donc un enjeu majeur. La revalorisation du point d'indice de la Fonction Publique (1.20% entre Juillet 2016 et Février 2017), la refonte du régime indemnitaire (RIFSEEP), les reclassements de l'ensemble des échelles indiciaires ainsi que le transfert primes / points ont et auront des incidences significatives sur le chapitre du personnel (012) pour les exercices à venir.

Un effort significatif sur la maîtrise de la masse salariale a été réalisé depuis 2015, malgré l'intégration du personnel mis à disposition, et un Glissement Vieillesse Technicité à hauteur de 1.90% (déroulement de la carrière des agents).

Répartition Masse salariale sur Budget



Evolution de la masse salariale



(1) Prévisions à effectif constant (GVT et PPCR inclus)

| Année | En chiffres * | Variation annuelle | Taux de Progression |
|-------|----------------|--------------------|--|
| 2012 | 4 623 811,75 € | | |
| 2013 | 5 083 190,64 € | 459 378,89 € | 9,94% <i>(Intégration Personnel Ville de Marseille Mis à Disposition)</i> |
| 2014 | 5 454 167,89 € | 370 977,25 € | 7,30% <i>(Intégration Personnel Ville de Marseille Mis à Disposition)</i> |
| 2015 | 5 441 601,70 € | - 12 566,19 € | -0,23% |
| 2016 | 5 431 195,98 € | - 10 405,72 € | -0,19% |
| 2017 | 5 384 121,06 € | - 47 074,92 € | -0,87% |
| 2018 | 5 530 221,22 € | 146 100,16 € | 2,71% |
| 2019 | 5 616 800,64 € | 86 579,42 € | 1,57% |
| 2020 | 5 660 237,72 € | 43 437,07 € | 0,77% |
| 2021 | 5 706 450,88 € | 46 213,17 € | 0,82% |

Taux moyen de progression de la masse salariale = **2.85%**

La progression de la masse salariale à horizon 2021 ne prend pas en compte la réforme du statut des enseignants dont l'opération est estimée à 976 000€ sur 3 ans (1^{ère} phase : Rapprochement de l'Indice Professeur Enseignement National 2017 = 351 901 € + 2^{ème} phase : Passage à l'indice de Professeur Enseignement National 2020= 425 397€).

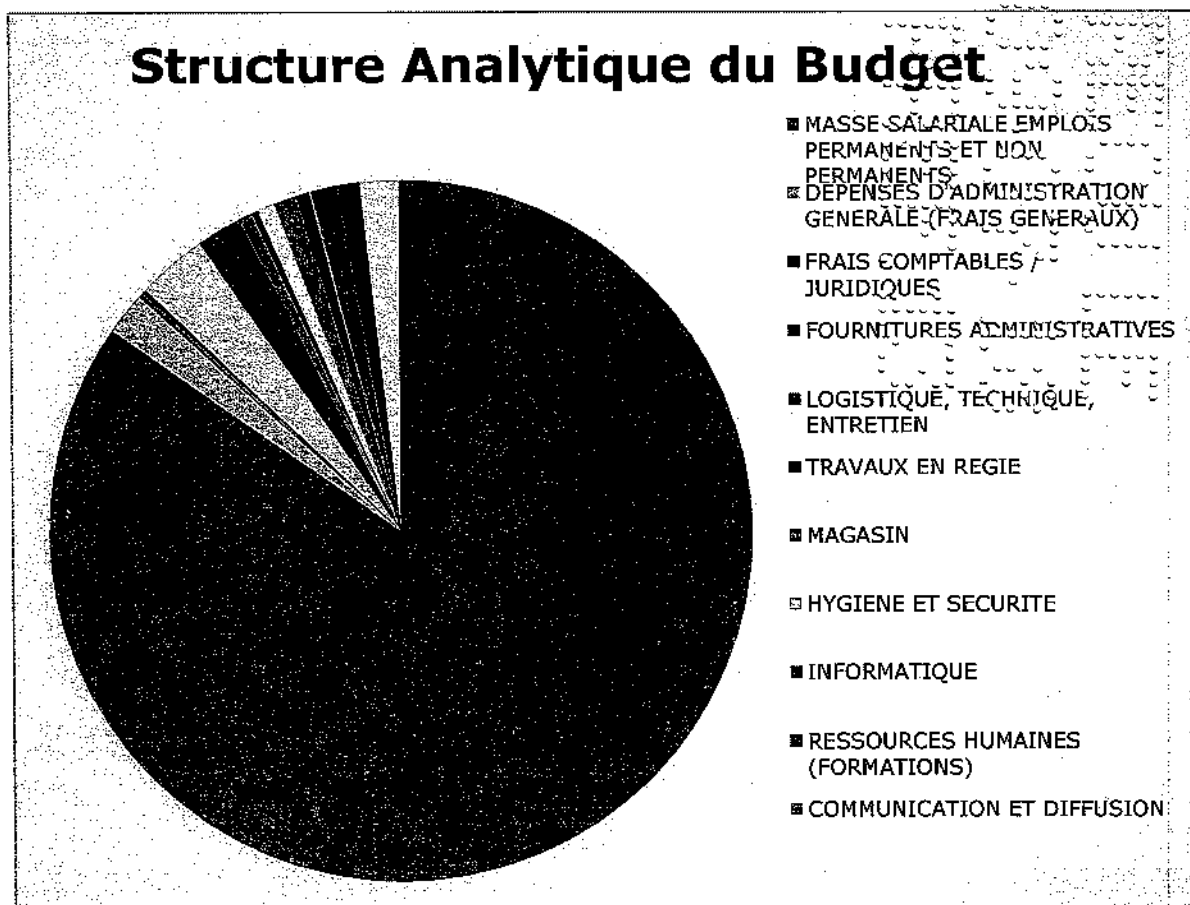
• **Les autres dépenses de fonctionnement contenues**

Les charges à caractère général (autres charges), 2^{ème} poste de dépense ont évolué de la manière suivante :

| 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| 559 637 € | 704 726 € | 744 017 € | 655 245 € | 670 914 € | 618 840,28€ |

Le budget alloué en 2018 pour ce chapitre est de 742 766€. L'ESADMM poursuivra son action d'optimisation budgétaire et de rationalisation des dépenses, par une gestion sécurisée et centralisée des achats. Depuis 2015, les dépenses courantes restent relativement stables. Pour autant, il est nécessaire de porter une vigilance sans faille afin de les maintenir à ce niveau.

• **Répartition analytique du Budget de fonctionnement** (source : Budget Supplémentaire 2018)



| | TAUX |
|--|--------|
| MASSE SALARIALE EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS | 84,77% |
| DEPENSES D'ADMINISTRATION GENERALE (FRAIS GENERAUX) | 1,94% |
| FRAIS COMPTABLES / JURIDIQUES | 0,08% |
| FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 0,09% |
| LOGISTIQUE, TECHNIQUE, ENTRETIEN | 0,10% |
| TRAVAUX EN REGIE | 0,16% |
| MAGASIN | 0,06% |
| HYGIENE ET SECURITE | 3,19% |
| INFORMATIQUE | 1,79% |
| RESSOURCES HUMAINES (FORMATIONS) | 0,31% |
| COMMUNICATION ET DIFFUSION | 0,63% |
| BIBLIOTHEQUE | 0,27% |
| INSERTION PROFESSIONNELLE | 0,09% |
| RELATIONS INTERNATIONALES ET VOYAGES INTERNATIONAUX | 0,72% |
| EVENEMENTS PEDAGOGIQUES | 1,09% |
| PROGRAMMATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (EXPOSITIONS) | 0,31% |
| AIDES A PROJETS | 0,12% |
| JURY | 0,12% |
| ATELIERS PUBLICS | 0,08% |
| CLASSE PREPARATOIRE | 0,05% |
| BASES TECHNIQUES | 0,72% |
| RECHERCHE | 0,37% |
| PISOURD | 0,16% |
| INTERPRETARIAT | 0,99% |
| AMORTISSEMENT | 1,79% |

C. L'AUTOFINANCEMENT

- **La formation de l'autofinancement**

La Capacité d'Autofinancement (CAF) brute représente l'excédent de fonctionnement (produits réels diminués des charges réelles) utilisable pour financer les dépenses d'investissement (c'est-à-dire, les remboursements de dettes par priorité, puis avec le reliquat, de nouvelles dépenses d'équipement...).

CAF brute: Elle correspond à la marge dont l'établissement dispose pour financer ses investissements.

Elle sera donc utilisée pour:

- 1/- Rembourser le capital des emprunts
- 2/- Régler les équipements de l'année.

CAF nette: C'est la CAF moins le remboursement du capital des emprunts.

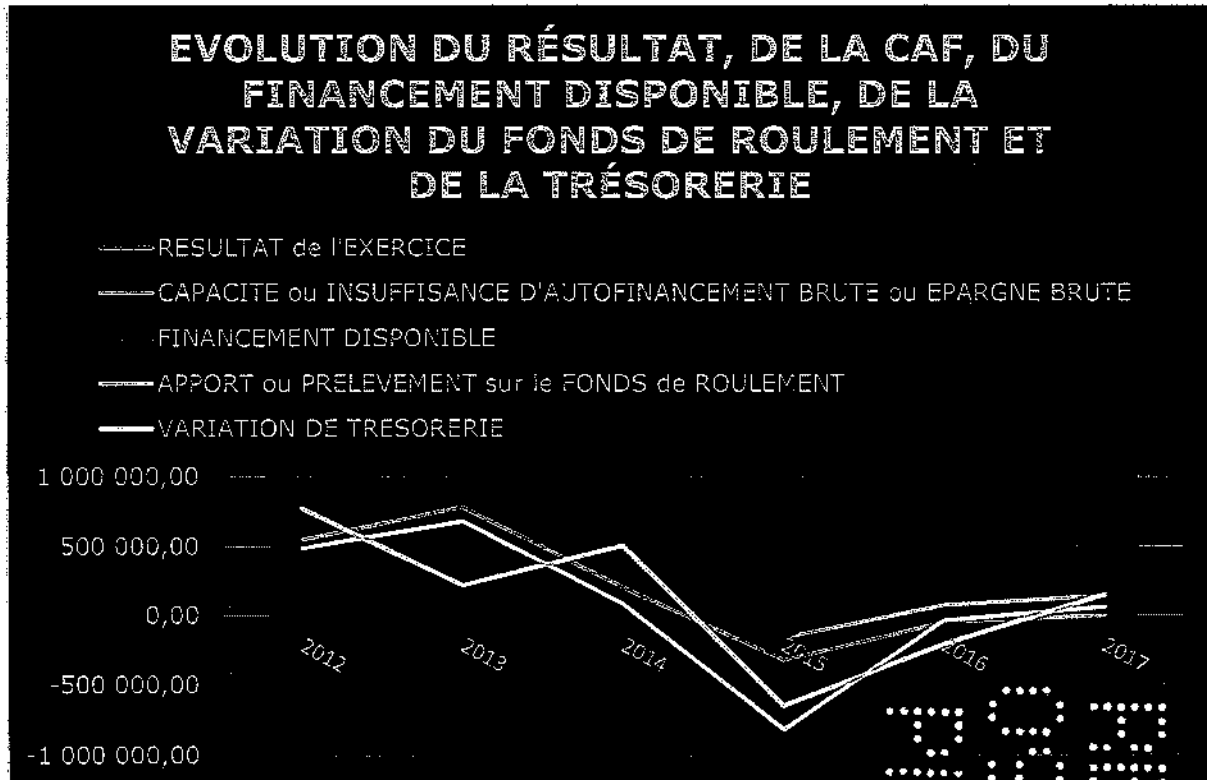
A l'ESADMM, CAF brute = CAF nette puisque l'EPCC n'a souscrit aucun emprunt depuis sa création.

Analyse situation financière 2012 - 2017

| En € | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-----------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|
| BUDGET de FONCTIONNEMENT : Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | 6 275 000 | 6 980 713 | 6 897 544 | 6 512 357 | 6 423 395 | 6 429 500 |
| TOTAL PRODUITS de FONCTIONNEMENT | 5 469 974 | 6 415 522 | 6 411 900 | 6 013 622, | 6 248 477 | 6 201 782 |
| TOTAL CHARGES de FONCTIONNEMENT | 4 922 261 | 5 632 391 | 6 213 634 | 6 338 536 | 6 303 372 | 6 204 830 |
| RESULTAT de l'EXERCICE (bénéfice ou perte) (5) | 547 713 | 783 131 | 198 265 | -324 913 | -54 895 | -3 048 |
| CAPACITE ou INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (CAF/IAF) BRUTE ou EPARGNE BRUTE (5) + (4) - (2) - (6) | 655 104 | 887 184,90 | 344 104 | -162 720 | 68 294 | 125 896 |
| FINANCEMENT DISPONIBLE (CAF + SUBV. INVESTISS.) | 655 104 | 887 184,90 | 344 104 | -162 720 | 425 294 | 135 896 |
| APPORT ou PRELEVEMENT sur le FONDS de ROULEMENT (FINANC.DIS PO. - DEPENSES EQUIP.) | 483 291 | 680 571,02 | 79 277 | -824 724 | -42 842 | 55 630 |
| VARIATION DE TRESORERIE | 768 981 | 213 191 | 501 996 | -655 271 | -212 476 | 141 889 |

La trésorerie en jours (trésorerie inscrite au bilan x 360/ Charges d'exploitation) est de 44 jours (57 jours en 2012, 64 jours en 2013, 87 jours en 2014, 48 jours en 2015 et 36 jours en 2016).

• **La Capacité d'Autofinancement de l'ESADMM**



| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------------|------------|------------|-------------|-------------|------------|
| RESULTAT de l'EXERCICE | 547 713,10 | 783 131,05 | 198 265,10 | -324 913,63 | -54 895,23 | -3 048,18 |
| CAPACITE ou INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE ou EPARGNE BRUTE | 655 104,89 | 887 184,90 | 344 104,57 | -162 720,06 | 68 294,29 | 135 896,75 |
| FINANCEMENT DISPONIBLE | 655 104,89 | 887 184,90 | 344 104,57 | -162 720,06 | 425 294,29 | 135 896,75 |
| APPORT ou PRELEVEMENT sur le FONDS de ROULEMENT | 483 291,33 | 680 571,02 | 79 277,30 | -824 724,50 | -42 842,21 | 55 630,74 |
| VARIATION DE TRESORERIE | 768 981,25 | 213 191,39 | 501 996,38 | -655 271,43 | -212 476,90 | 141 889,04 |

Au regard des comptes administratifs respectifs, la trajectoire financière reste saine malgré un contexte de plus en plus contraint.

III. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS

L'ESADMM finance ses équipements grâce à :

- des subventions d'investissement
- sa CAF nette
- ses ressources permanentes (dites de "haut de bilan"): ses réserves constituées de l'accumulation d'excédents passés ou les produits issus de la vente de son patrimoine. Ces derniers sont non significatifs.

- Les projets d'investissement envisagé (en cours d'estimation) sont les suivants:
 - La réalisation et de l'équipement d'un laboratoire de prototypage et de fabrication d'objet, équipé de la dernière génération de machines-outils numériques (imprimantes 3D, scanner 3D, tour numérique, fraiseuse numérique, graveuse laser, découpeuse laser). Ce FAB LAB sera ouvert non seulement aux étudiants, enseignants, artistes et chercheurs de l'ESADMM, mais aussi aux artisans locaux, aux PME et TPE, aux industriels et aux particuliers souhaitant acquérir une formation.
 - Le renouvellement des équipements pédagogiques obsolètes, notamment pour l'espace édition dont il conviendra de compléter les équipements. L'amortissement des équipements permettra de financer ces dépenses.
 - La mise en place d'un système de vidéo-protection et de gestion des accès. Ce système, estimé à 150 000 € remplacera le poste de gardiennage dont le coût annuel est de 130 000€. Le retour sur investissement de cette installation est par conséquent à très court terme. Ce système, couplé à une gestion des accès, permettra une plus grande autonomie, une extension des plages horaires de travail et une meilleure sécurité des étudiants dans l'école.

Un PPI (plan pluriannuel d'investissement) est en cours d'élaboration.